

Le colloque du Laboratoire Innovation et Territoires de Montagne aura lieu du 11 au 13 janvier 2017 à la Cité des Territoires, Université Grenoble-Alpes, France

La montagne, territoire d'innovation

Quel devenir pour des régions de montagne en première ligne des changements climatiques et des relations des sociétés à la nature ? Entre diversité des désirs et crise des ressources s'ouvrent de nouvelles opportunités. Transition, alternative, reproduction, normalisation, marginalisation : les trajectoires sont multiples et ne se réduisent ni à des logiques de crise ou de banalisation. Elles invitent plutôt à observer comment les processus de changement et d'adaptation endogènes et exogènes transforment la montagne, tant du point de vue du milieu que des organisations ou de la symbolique et des significations : quel rôle des échelles locales et régionales (et de leurs articulations) dans l'innovation, quelles significations et visions de la montagne en jeu dans les évolutions, quels territoires issus de ces mutations ? A mi-parcours d'un programme de recherches pluridisciplinaires d'envergure, le [LabEx Innovation et Territoires de Montagne](#) souhaite mettre en débat ces questionnements, et ouvrir ses terrains d'études et ses thèmes à une confrontation théorique et empirique. Car au-delà d'une connaissance des dynamiques d'espaces singuliers, il s'agit de comprendre ce que ceux-ci nous disent de la dimension spatiale des processus de changement.

Fédérant la recherche menée sur la montagne en sciences humaines et sociales au sein de la [Communauté Université Grenoble-Alpes](#), le LabEx ITEM a pour projet l'analyse sociale, économique et culturelle de l'innovation, dans ce contexte territorial particulier. Du point de vue des enjeux socio-économiques, la montagne a, en effet, longtemps constitué un territoire en difficultés, à l'écart des pôles de développement et nécessitant de ce fait des politiques spécifiques. Elle connaît aujourd'hui un développement dual, avec des zones dont la forte attractivité est à réguler et des zones en difficulté économique sujettes à la précarité sociale. Elle prête ainsi à un questionnement sur ses capacités à impulser de nouvelles dynamiques de sortie de crise, ou de mobilisation de nouvelles ressources dans un contexte post-industriel.

L'attractivité de la montagne est liée à ses aménités et ses spécificités environnementales, qui en font un espace au croisement des nouvelles demandes touristiques, résidentielles et écologiques. La qualité environnementale apparaît comme une ressource qui, associée souvent à un milieu fragilisé, elle demande d'instaurer des formes de régulation et de gouvernance adaptées. La montagne est de ce fait en avant-poste de la mise en place d'une société/économie/politique de la durabilité.

Du point de vue des enjeux climatiques, la montagne est particulièrement exposée aux effets du changement climatique et aux incertitudes des fortes variabilités de précipitations. L'économie souvent fondée sur une mono-activité touristique crée ou augmente la vulnérabilité de certaines régions, et ce quelle que soit la saison. Les spécificités du milieu naturel ne sont pas sans augmenter les risques liés au dérèglement climatique, pour les habitants mais aussi pour les régions environnantes : inondations, mouvements de terrain, fonte des glaciers, etc. La montagne représente de ce fait un observatoire du changement, mais aussi un possible démonstrateur de mesures adaptatives, préventives, protectrices ou correctrices.

Du point de vue des enjeux internationaux, la montagne constitue un objet reconnu par les communautés politiques et les instances scientifiques : Année internationale de la montagne (2002), Convention alpine, réseaux citoyens (CIPRA), programmes de coopération (Interreg espace alpin), politiques et lois « montagne »... Cette construction politique connaît aujourd'hui un nouvel élan autour de la stratégie macro-régionale qui met la montagne au cœur de problématiques politiques et territoriales à fort enjeu pour l'avenir de l'Europe : la recomposition régionale dans un contexte de durabilité, la gouvernance des niveaux intermédiaires, les articulations pôles métropolitains/espaces naturels, les traversées nord-sud, la définition des biens communs, la construction d'identités territoriales transnationales etc.

Cette diversité et cette richesse des enjeux, scientifiques, environnementaux, politiques, sociaux et économiques nous conduisent à considérer la montagne comme un espace laboratoire, où se posent avec une acuité particulière des problèmes sociétaux de dimension globale.

La question de l'innovation dans sa dimension territoriale, centrale pour le LabEx, vise ainsi à saisir les processus de changement et d'adaptation, en croisant temps long et temps court, dans une perspective multiscale et dans l'interdépendance des systèmes écologiques, économiques et sociaux.

Objectifs du colloque

- Une compréhension et un éclairage des trajectoires d'évolution des territoires montagnards dans un contexte de mutation. Soit un champ large de questionnements sur l'adaptation au changement, dans l'histoire et en regard du changement global, sur le temps long ou les temps courts. Les communications pourront ainsi mettre en évidence la diversité des formes de réaction et de transformation, apporter une meilleure connaissance des mécanismes et des processus de changement notamment dans leurs dimensions territoriales.
- Le poids des facteurs territoriaux. Les différents types d'innovation pourront être interrogés dans les ressources montagnardes qu'ils valorisent comme dans leurs impacts locaux. Ils peuvent ouvrir sur une comparaison avec d'autres situations de périphérie pour analyser leur contexte et leur dynamique, notamment en termes de formes spécifique d'emplois comme la pluriactivité.
- Le rapport local/global dans ses dimensions politiques ou culturelles. La place et le rôle de la montagne dans l'innovation peuvent être pensés dans le rapport de pouvoir entre dynamiques exogènes et endogènes. Dans le passé, on peut constater que les innovations locales ont été souvent niées ou exploitées, que les apports considérés comme modernes (tourisme, industrie) ont été pensés comme exogènes en minorant les apports endogènes. Ce qui a favorisé les interprétations en termes de domination et d'acculturation. L'hypothèse de la montagne innovante demande ainsi de réinterroger le passé pour en montrer l'originalité et pour faire apparaître des formes de métissage complexes ou, à l'inverse, amène à interpréter les mutations locales au travers des inégalités spatiales et culturelles qu'elles engendrent.
- Sur ce même registre, la question du changement interpelle les recompositions territoriales. Les mutations d'ordre global, souvent interprétées comme une perte de singularité, conduisent à interroger les enjeux ou les valeurs qui construisent le commun entre villes et montagne, les outils et les institutions qui permettent de gérer les espaces d'inter-relations et d'inter-territorialité. Le questionnement peut être élargi à celui du statut social et politique de la montagne dans sa globalité.

- On observe à l'échelle de l'Arc alpin des structurations qui dépassent les fragmentations nationales anciennes, ou les fragmentations métropolitaines contemporaines. « Montagnité » et « alpinité » fondent des mobilisations aux issues diverses et incertaines : réseaux d'acteurs sectoriels, réseaux citoyens militants jusqu'à la stratégie macro-régionale en cours. Ce foisonnement, comme cette innovation institutionnelle, demandent à être analysés dans leurs différentes modalités et dynamiques.
- On constate également des processus internes de spécialisation, anciens mais en recomposition, entre espaces dédiés à la nature, espaces touristiques à forte valorisation économique et espaces à « aménités faibles » : que reste-t-il alors de la ruralité et de la pastoralité ? Une nouvelle carte de la vulnérabilité se dessine-t-elle, autour de « spots » de richesses qui attirent/génèrent une nouvelle précarité, des vallées qui offrent un refuge et des opportunités aux populations marginalisées et de zones de faible densité marquées par le vieillissement de leur population ?
- L'émergence d'un nouveau paradigme de développement, autour de la transition énergétique et écologique ou de la « troisième révolution industrielle » (J. Rifkin) interroge les atouts et les ressources de la montagne dans ce modèle émergent. Les activités récréatives, l'économie résidentielle, les services écosystémiques, les nouvelles formes de pluriactivité, ouvrent de nouvelles pistes de valorisation mais dans le même temps, rendent compte de nouvelles grilles de lecture de la valeur des espaces. La vulnérabilité de cet espace aussi bien que sa valeur emblématique créent une urgence qui focalise l'attention. Les problèmes de mobilité, d'habitat et d'énergie, de risques y présentent ainsi une acuité particulière. Ces phénomènes témoignent-ils de nouveaux rapports à l'environnement, mais aussi culturels et économiques, qui pourraient en faire un foyer d'innovations ? A quelles conditions ? Avec quels impacts sociétaux ?

La question de la spécificité montagnarde apparaît en arrière plan de ces différents points. Ce rapport à l'environnement est-il particulier, du point de vue des contraintes, des vulnérabilités ou des ressources ? La diversité des réponses possibles engage le statut de la montagne dans la société de la transition : l'ancienne périphérie peut-elle devenir un espace d'un développement alternatif ? Cette position engage la territorialité des individus et des sociétés, dans les pratiques aussi bien que dans les imaginaires, les idéologies ou les émotions. La spécificité renvoie également au milieu naturel : le changement climatique prend-il là des formes particulières ? A-t-il un impact plus important sur les espaces périphériques, en raison des phénomènes liés à la pente, à la gravité ou à la circulation de l'eau ? Le bien commun que représente ici la montagne pourrait-il se transformer en menace globale pour les régions en aval ?

Appel à communications scientifiques

Les communications seront sélectionnées à l'issue d'une double expertise, considérant l'originalité du propos, la qualité de l'argumentation, les intérêts théoriques, méthodologiques ainsi qu'au regard de la session visée (le cas échéant), les perspectives d'ouverture comparatiste. Sont encouragées les mises en perspective et des croisements avec d'autres territoires également sensibles et vulnérables face au changement global : territoires littoraux, insulaires, de faible densité, de climats extrêmes...

Les communications pourront aussi adopter des perspectives méthodologiques ou théoriques, par exemple sur les pratiques et les méthodes de recherche. Par ailleurs, l'approche intégrée que demande le territoire, la compréhension des relations entre

transformations humaines/transformation environnementales nécessitent d'instaurer des procédures pluri ou interdisciplinaires et de mettre en place de nouveaux systèmes d'observation. Les communications pourront donc réfléchir aux conséquences épistémologiques de l'analyse du changement territorial, ainsi que faire part d'outils, démarches et méthodes innovantes.

Règles de soumissions

Les communications pourront être tenues en anglais ou en français. Les propositions de communication devront être rédigées dans la même langue et déposées exclusivement sur le site de l'événement. (<http://labex-item.insight-outside.fr/colloque-innovation-montagne/>)

La taille des propositions de communications devra être impérativement comprise entre 3500 et 5000 signes espaces compris (hors bibliographie).

Calendrier de l'appel

1^{ère} étape

- Soumission des propositions de communication au plus tard le **27 juin 2016** ; exclusivement [via le site](#) de l'événement.
- La notification aux auteurs sera donnée par voie électronique à la **mi-septembre 2016**.

2^{nde} étape

- Soumission avant le **31 octobre 2016** d'un résumé en français ET en anglais (entre 800 et 1000 signes, espaces compris) qui sera intégré au programme et distribué à l'ouverture du colloque sous forme papier.

Prolongements

Les textes des propositions de communications acceptés seront déposés sur les archives ouvertes [HAL UGA – LabEx ITEM](#).

La valorisation du colloque pourra se faire par publication des actes (une sélection des communications sera opérée) dans des numéros thématiques de revues (pour certaines sessions), sous forme d'ouvrage collectif ou dans la revue électronique du LabEx *Les carnets du LabEx ITEM*. Le comité d'organisation reviendra vers les auteurs concernés pour solliciter auprès d'eux une version longue et remaniée de leur communication, selon un format qui sera défini ultérieurement.

Liste des sessions thématiques

Des ateliers et sessions thématiques sont ouverts pour approfondir certains de ces questionnements. Ils ne sont pas exclusifs, et les propositions de communications pourront ou non s'y inscrire.

- [S1 : Innovation et franchissement](#)
- [S2 : Fonds de vallées et espaces d'altitude : relire la construction territoriale et les dynamiques de la valorisation foncière](#)
- [S3 : Innovations sociales transformatives en territoires montagnards](#)
- [S4 : Labellisations territoriales : conserver l'héritage et innover ? La distinction à l'épreuve du temps](#)
- [S5 : Les espaces protégés de montagne, territoires d'interface entre science et gestion](#)
- [S6 : Les montagnes médiatiques : des histoires de corps et de genres](#)
- [S7 : Montagnes et Métropoles, ressources périphériques réciproques ?](#)
- [S8 : Stations de sports d'hiver. Entre mondialisation et territorialisation, quelle dynamique ?](#)
- [S9 : Représenter la montagne. Des images et des cartes pour agir sur les territoires](#)
- [S10 : Sport et tourisme en montagne face aux changements socio-économique, climatique et technologique](#)

Comité d'organisation

Marie-Christine Fourny, responsable scientifique du LabEx ITEM ; Malek Bouhaouala, référent valorisation du LabEx ITEM ; Philippe Bourdeau, référent international du LabEx ITEM ; Arnaud Cosson (IRSTEA UR DTM), Christophe Gauchon, Anne-Marie Granet-Abisset (LARHRA Grenoble), Amina Chbani ; Vincent Rauzier ; Stéphanie Rouanet ; Sophie Tocreau

Comité d'organisation des sessions

Isabelle Arpin (IRTSEA UR DTM) ; Michaël Attali (VIP&S, Rennes) ; Raffaella Balzarini (INRIA Grenoble) Karine Basset (LARHRA Grenoble) ; Arnaud Cosson (IRSTEA UR DTM) ; Anne Dalmasso (LARHRA Grenoble) Sylvie Duvillard (PACTE) ; Nicolas Kada (CRJ) ; Kirsten Koop (PACTE) ; Romain Lajarge (PACTE) ; Pierre-Antoine Landel (PACTE) ; Luigi Lorenzetti (Accademia di architettura, Università della Svizzera italiana) ; Sophie Louargant (PACTE) ; Manfred Perlik (Université de Berne) Véronique Peyrache-Gadeau (EDYTEM), Thomas Scheurer (ISCAR) ; Kevin Sutton (PACTE) ; Emmanuelle George-Marcelpoil (IRSTEA UR DTM)

Conseil Scientifique du colloque

- **François BARQUE**, Maître de conférences en droit public, Université de Grenoble-Alpes (France)
- **Natalia BAZOGE**, Maître de conférences STAPS, Université Grenoble-Alpes (France)
- **Rachel BOCQUET**, Professeur en économie, Université Savoie-Mont-Blanc (France)

- **Malek BOUHAOULA**, Maître de conférences STAPS, Université Grenoble-Alpes (France)
- **Saïd BOUJROUF**, Professeur de géographie, Université Cadi Ayyad, Marrakech (Maroc)
- **Philippe BOURDEAU**, Professeur de géographie, Université Grenoble-Alpes (France)
- **Christophe CLIVAZ**, Professeur associé à l'Institut de Géographie et durabilité, Université de Lausanne (Suisse)
- **Claude COURLET**, Professeur d'économie à l'UPMF, Chercheur au Centre de recherche économique sur les politiques publiques dans une économie de marché (CREPPEM)
- **Arnaud COSSON**, Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement, Centre de Grenoble, Unité Développement des Territoires Montagnards (France)
- **Olivier CREVOISIER**, Professeur en économie territoriale et économie institutionnaliste à l'Institut de Sociologie de l'Université de Neuchâtel (Suisse)
- **Anne DALMASSO**, Professeure d'histoire contemporaine, Université de Grenoble-Alpes (France)
- **Bernard DEBARBIEUX**, Professeur de géographie culturelle et politique et d'aménagement du territoire à l'Université de Genève (Suisse)
- **Bernard DELAY**, Ecologue, Président de la Fondation Biodiversité, ancien Directeur de l'Institut Écologie et Environnement (INEE) du CNRS
- **René FAVIER**, Professeur d'histoire moderne à l'Université de Grenoble
- **Véronique FAVRE-BONTE**, Maître de conférences en Sciences de gestion, Université de Savoie-Mont-Blanc (France)
- **Michel FERRARY**, Professeur de gestion des ressources humaines à l'Université de Genève (Suisse)
- **Christophe GAUCHON**, Professeur de géographie, Université de Savoie-Mont-Blanc (France)
- **Emmanuelle GEORGE-MARCELPOIL**, Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement, Centre de Grenoble, Unité Développement des Territoires Montagnards (France)
- **Anne-Marie GRANET-ABISSET**, Professeure d'histoire contemporaine, Université de Grenoble-Alpes (France)
- **Laurent JALABERT**, Professeur d'Histoire contemporaine, Université de Pau et des Pays de l'Adour (France)
- **Nicolas KADA**, Professeur de droit public, Université Grenoble-Alpes (France)
- **Med KECHIDI**, Professeur en sciences de gestion à l'Université de Toulouse
- **Lionel LASLAZ**, Maître de conférence en géographie, Université Savoie-Mont-Blanc (France)
- **Luigi LORENZETTI**, Directeur du LabiSAIp, Academy of Architecture of Mendrisio (Suisse)
- **Pascale MARCOTTE**, Professeur de sociologie, Université de Laval (Canada)
- **Luca MOCARELLI**, Professeur d'Histoire économique, Università degli Studi di Milano Bicocca (Italie)
- **Jean-Pierre MOUNET**, Maître de conférences sociologie-écologie, université de Grenoble-Alpes
- **Véronique PEYRACHE-GADEAU**, Maître de conférences en économie, Université de Savoie-Mont-Blanc



- **Martin PRICE**, Centre for Mountain Studies, Perth College UHI (Ecosse)
- **Laurent RIEUTORT**, Professeur en géographie humaine, Université Blaise Pascal Clermont-Ferrand (France)
- **Thomas SCHEURER**, ICAS, Réseau alpin des espaces protégés : besoins, activités, coopération, Commission de recherches du Parc national, Académie suisse des sciences naturelle
- **Laurent TISSOT**, Professeur d'histoire économique et sociale à l'Université de Neuchâtel (Suisse)
- **François WALTER**, Professeur honoraire d'histoire à l'Université de Genève (Suisse)